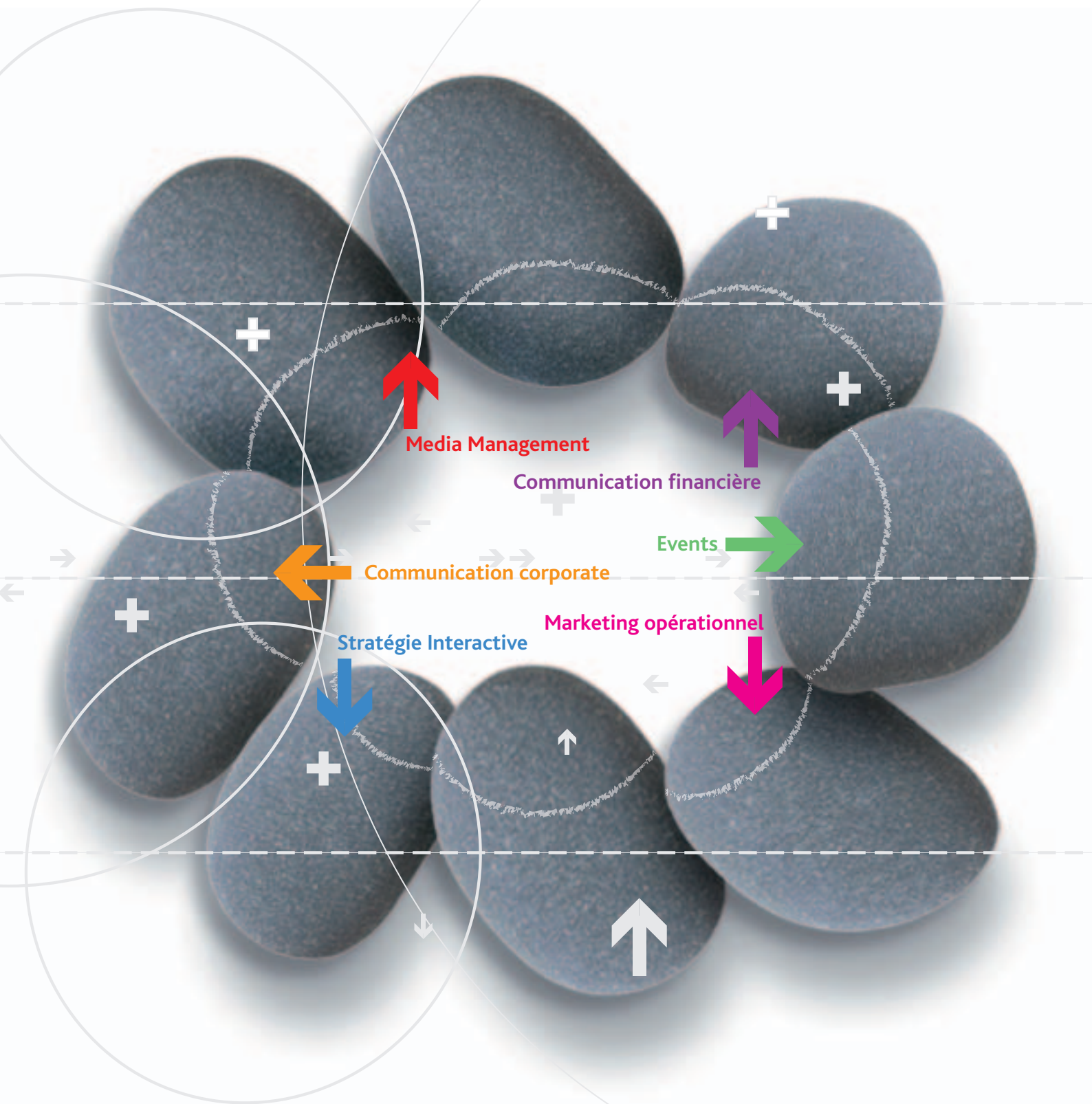


Rapport annuel 2006



Le mot des coprésidents

Madame, Monsieur,

L'année 2006 a été une année importante pour notre Groupe à double titre.

Tout d'abord, nous avons externalisé nos dernières activités non stratégiques de production en septembre afin de nous concentrer sur le métier d'agence de communication et ensuite, nous avons procédé au lancement commercial de la plate-forme Média Management, conçue par nos équipes en 2006 et qui sera finalisée courant 2007.

Globalement, le chiffre d'affaires s'est établi à 22,3 M€ en 2006 en progression de 2,1%. La croissance a cependant été de 7,7 % pour notre activité traditionnelle de communication si l'on fait abstraction de la baisse des activités de production. Le résultat opérationnel courant s'est accru de 24,8 % à 0,9 M€, ce qui traduit une bonne maîtrise de nos coûts et le résultat net part du Groupe a progressé de 7,4 % à 0,4 M€.

Recentrés, nous avons la possibilité d'accompagner étroitement nos clients internationaux en termes de création de contenus de communication. Le Groupe s'est ainsi vu remettre le prix du meilleur dispositif événementiel de l'année, à l'occasion du salon HEAVENTS en mars 2007 pour l'organisation de l'opération « les 24 heures du Bâtiment ».

Parallèlement, nous allons concentrer nos efforts sur la commercialisation de notre plate-forme d'adaptation et de diffusion de contenus.

Cette plate-forme web collaborative permettra à nos clients de dégager de substantiels gains de productivité au sein de leur organisation, de réduire significativement le « Time to Market » de leurs produits et d'optimiser leurs coûts de communication.

Plusieurs grands comptes (Yves Saint Laurent, Renault...) ont déjà signé des contrats pluriannuels et nous comptons accentuer nos efforts dès cette année pour accélérer la pénétration du Média Management au sein de nos clients.

Aussi, sommes-nous confiants dans notre stratégie de développement et dans la pertinence de notre nouveau Business Model.

En 2007, nous visons en conséquence une croissance de notre chiffre d'affaires ainsi qu'une amélioration de notre rentabilité.



Les coprésidents

Jean-Bernard Tailheuret

Franck Jaclin



Sommaire

1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006	4	7. Informations relatives au capital social	13
1. Situation et activité du Groupe au cours de l'exercice écoulé	4	8. Participation des salariés au capital	14
1.1. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière	4	9. Plan d'option	14
1.2. L'activité du Groupe	5	10. Informations concernant les mandataires sociaux	14
1.3. Situation d'endettement	7	Liste des mandats sociaux	14
1.4. Le détail de la consolidation	7	11. Rémunération des mandataires sociaux	14
1.5. Résultats consolidés	7	12. Contrôle des Commissaires aux Comptes	15
1.6. Utilisation des instruments financiers	7	13. Situation des mandats des administrateurs	15
1.7. Perspectives 2006-2007	7	14. Situation des mandats des Commissaires aux Comptes	15
2. Présentation des comptes sociaux de la SA Groupe Mediagérance	8	15. Informations sur les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	15
2.1. Méthodes d'évaluation	8	Structure du capital social au 31 mars 2007	15
2.2. Présentation des comptes sociaux	8	Restrictions statutaires aux transferts d'actions	15
2.3. Situation d'endettement	8	Droit de vote	15
2.4. Affectation du résultat	9	Droit de vote double	15
2.5. Rappel des dividendes distribués	9	Participations au capital de la Société	15
2.6. Dépenses non déductibles fiscalement	9	16. Etat récapitulatif des opérations réalisées par les personnes responsables	16
3. Filiales et participations	10	17. Autorisation d'opérer en bourse sur ses propres actions	16
3.1. Prises de participation	10	18. Informations à donner concernant l'utilisation des programmes de rachat d'actions	16
3.2. Prises de contrôle	10	19. Usage par le Conseil d'Administration des délégations accordées par l'Assemblée Générale	16
3.3. Cessions de participations	10	20. Activité en matière de recherche et de développement	16
3.4. Sociétés contrôlées	10	21. Résultats (et autres éléments caractéristiques) de la Société au cours des cinq derniers exercices	17
4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice	11		
5. Facteurs de risque	11		
5.1. Risques particuliers liés à l'activité	11		
5.2. Risques de marché	11		
6. Conséquences sociales et environnementales de l'activité	12		
6.1. Informations sociales	12		
6.2. Informations environnementales	13		

2) Comptes consolidés	20	5) Rapports des Commissaires aux Comptes	44
2.1. Etats financiers consolidés	20	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	44
Bilan Actif	20	Rapport général des Commissaires aux Comptes	45
Bilan Passif	21	Rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés	46
Compte de résultats	22	Rapport des Commissaires aux Comptes - procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	48
Flux de trésorerie	23		
Variation des capitaux propres	24	6) Rapport sur le contrôle interne	49
2.2. Notes annexes aux états financiers consolidés	25	1. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration	
2.2.1. Présentation du Groupe	25	1.1. Composition du Conseil	49
2.2.2. Principes et méthodes comptables	25	1.2. Fréquence des réunions	49
2.2.3. Informations relatives au périmètre de consolidation	29	1.3. Convocations des administrateurs	49
2.2.4. Notes sur le bilan et le compte de résultats	29	1.4. Information des administrateurs	49
2.2.5. Autres informations	32	1.5. Tenue des réunions	49
2.2.6. Engagements hors bilan	33	1.6. Décisions adoptées	49
2.2.7. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	33	1.7. Procès-verbaux des réunions	49
		1.8. Organisation de la Direction Générale	50
3) Comptes sociaux	34	1.9. Rémunérations des dirigeants	50
3.1. Eléments significatifs des comptes sociaux au 31 décembre 2006	34	2. Procédures de contrôle interne	50
Bilan Actif	34	2.1. Objectifs en matière de procédures de contrôle interne	50
Bilan Passif	34	2.2. Description synthétique des procédures de contrôle	50
Compte de résultats	36		
3.2. Annexes aux comptes sociaux	38	7) Projets de résolutions	52
Préambule	38		
Règles et méthodes comptables	38		
Informations sur le bilan actif	38		
Informations sur le bilan passif	39		
Informations sur le compte de résultats	40		
Opérations sur capital	40		
Autres informations	41		
4) Tableau de bord de l'actionnaire	43		
Répartition du capital	43		
Actionnariat au 31 mars 2007	43		
Evolution du cours de bourse	43		
Fiche signalétique boursière	43		
Données boursières	43		



1)

Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle et Extraordinaire en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société et de ses filiales et participations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice ainsi que les comptes consolidés.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévues par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

1. Situation et activité du Groupe au cours de l'exercice écoulé

1.1. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, notamment de leur situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires

Le chiffre d'affaires

Le Groupe MEDIAGERANCE a enregistré en 2006 un chiffre d'affaires de 22,3 M€ contre 21,9 M€ en 2005, à périmètre équivalent, soit une progression de 2 %.

Cependant, la composition du CA a fortement évolué sur la période :

- Forte décroissance des activités de fabrication qui ont reculé de 29 % pour ne représenter que 10 % du chiffre d'affaires global. Cette branche a été intégralement externalisée en septembre 2006, dans le cadre du recentrage opéré par le Groupe dès 2004.
- Bonne tenue des activités de conseil en communication siglées « by MEDIAGERANCE » qui ont globalement progressé de 7,7 %.
- Développement prometteur de la nouvelle activité de Média Management développée sur 2006 et qui a, d'ores et déjà, fait l'objet de contrats pluriannuels avec de grands clients (Renault, YSL Beauté, Mugler, BPL...).

(en K€ et aux normes IFRS)	31/12/2005	31/12/2006	Variation
Chiffres d'affaires	21 891	22 349	+ 2,1 %
Résultat opérationnel courant	725	905	+ 24,8 %
Résultat opérationnel	816	844	+ 3,4 %
Résultat avant impôts	679	769	+ 13,3 %
Résultat net part du Groupe	392	421	+ 7,4 %
Endettement financier net	1 326	804	- 39,4 %
Capitaux propres	2 726	2 963	
Ratio endettement financier net / Capitaux propres	0,49	0,27	

Le résultat opérationnel courant

Un résultat opérationnel courant de 905 K€, en croissance de 24,8 % par rapport à l'exercice précédent, intégrant pour la première fois un montant de 55 K€ au titre de la participation des salariés et la comptabilisation en charges des frais de développement de la plate-forme de Média Management.

Le résultat opérationnel

Un résultat opérationnel de 844 K€ (dont 60 K€ de charges exceptionnelles) contre 816 K€ en 2005 (intégrant 80 K€ de reprise de provision).

Le résultat net

Un résultat net part du Groupe avant impôts de 769 K€ contre 679 K€ en 2005, soit une croissance de 13 %, principalement liée à la nouvelle baisse du coût de l'endettement qui est passé de 104 K€ en 2005 à 75 K€ en 2006 ;

Un résultat net de 421 K€ en progression de 7,4 % par rapport à 2005, malgré la prise en compte en 2006 de 50 K€ d'IFA (acompte sur IS) perdus au titre de l'exercice 2004.

L'endettement financier net

Une nouvelle amélioration du ratio Endettement net / Capitaux propres qui se situe à 0,27 en 2006 contre 0,49 en 2005.

1.2. L'activité du Groupe

L'effort porté depuis trois ans par Groupe MEDIAGERANCE au développement de ses activités de communication opérationnelle, à travers la création d'agences sectorielles (industrie & service, cosméto-luxe, bâtiment...), s'est vu récompensé avec l'obtention récente, à l'occasion du Salon HEAVENTS des

28-30 mars 2007, du trophée du dispositif événementiel de l'année 2006 pour l'opération « les 24 heures du Bâtiment ».

Le développement courant 2006 de la plate-forme web collaborative de Média Management va permettre au Groupe MEDIAGERANCE de commercialiser une offre spécifique auprès de ses clients grands comptes, visant à faciliter la distribution de leurs contenus de communication en :

- dégageant des gains de productivité au sein de leur organisation,
- réduisant significativement le « time to market »,
- optimisant leurs coûts de communication.

L'implantation réussie de la filiale de Singapour permet désormais d'offrir aux clients du Groupe la réactivité de fuseaux horaires décalés et des prix de revient compétitifs.

Pour la deuxième année consécutive, une résolution de distribution de 0,05 € de dividendes par action sera soumise à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.

Information sectorielle

Groupe MEDIAGERANCE ne publie pas d'information sectorielle, dans la mesure où la Société est organisée autour d'une activité principale de communication opérationnelle, et intervient essentiellement sur le territoire national.

Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Evolution interne

Evolution des activités par filiale

Contribution de chaque société au chiffre d'affaires consolidé (en K€)

	2005	2006	Evolution
MEDIAGERANCE SAS	12 624	13 924	+ 10,3 %
FRANKLIN PARTNERS	3 305	2 898	- 12,3 %
PLACE DU MARCHÉ (ex LABO4)	5 630	5 093	- 9,5 %
FRANKLIN BELGIUM	332	434	+ 30,7 %
Chiffre d'affaires total	21 891	22 349	+ 2 %

L'évolution de l'activité globale en 2006 se situe à + 2 % avec un chiffre d'affaires total de 22 349 K€.

Evolution des effectifs permanents par type d'activités au 31 décembre 2006

	2005	2006
Commercial (commerciaux et chargés de clientèle)	74	71
Equipe IT (informatique)	35	34
Graphisme	46	48
Restitutions numériques	45	17
Effectifs permanents totaux	200	170

Répartition de l'effectif total au 31 décembre 2006

	Cadres	Non-cadres	Détachés	Total
Groupe MEDIAGERANCE	14		2	16
MEDIAGERANCE SAS	71	24		95
FRANKLIN PARTNERS	16	4		20
MDG AUDIOVISUEL	1			1
PLACE DU MARCHÉ	17	13		30
FRANKLIN BELGIUM	1	2		3
MDG ASIA		5		5
Total	120	48	2	170

Répartition de l'effectif moyen par catégorie socioprofessionnelle en équivalent temps complet

	2005	2006
Cadres	126	145
Etam	84	57
Total	210	202

Evolution juridique

Au 31 décembre 2006, le groupe MEDIAGERANCE compte 6 filiales directes ou indirectes, et est actionnaire du GIE L'ARBRE et de la SARL Uniproduct via sa filiale Place du Marché.

1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

1.3. Situation d'endettement

Au 31 décembre 2006, l'endettement financier net du Groupe se situe à 804 K€ contre 1 326 K€ au 31/12/05.

La part des crédits à plus d'un an représente un montant de 561 K€ dont 283 K€ de crédits bancaires et 278 K€ de crédit-bail.

Les capitaux propres ont progressé de 2 726 K€ en 2005 à 2 963 K€ en 2006.

Ainsi, le ratio Endettement financier net / Capitaux propres connaît une amélioration passant de 0,49 en 2005 à 0,27 en 2006.

1.4. Le détail de la consolidation

Au 31 décembre 2006, le périmètre de consolidation du Groupe comprenait les sociétés suivantes :

Entreprises	Sièges	SIREN	% de contrôle	Méthode
Groupe MEDIAGERANCE	125, rue de Saussure, 75017 Paris	399 364 751	100 %	IG
FRANKLIN PARTNERS BELGIUM	18, rue du Moniteur, 1000 Bruxelles	Etrangère	100 %	IG
MEDIAGERANCE	125, rue de Saussure, 75017 Paris	350 144 093	100 %	IG
PLACE DU MARCHE	8, place du Marché, 92200 Neuilly-sur-Seine	424 075 042	99,79 %	IG
MEDIAGERANCE AUDIOVISUEL	125, rue de Saussure, 75017 Paris	424 867 281	99,80 %	IG
FRANKLIN PARTNERS	125, rue de Saussure, 75017 Paris	438 623 597	100 %	IG
GIE L'ARBRE	8, Place du marché, 92202 Neuilly-sur-Seine	485 119 507	33,33 %	IP
MEDIAGERANCE ASIA	10 Anson Road, Singapore 079903	Etrangère	100 %	IG
Uniproduct	8, Place du marché, 92202 Neuilly-sur-Seine		35 %	ME

Par l'intermédiaire de sa filiale PLACE DU MARCHE, Groupe MEDIAGERANCE possède 33,33 % du capital du GIE L'ARBRE, plate-forme graphique dédiée aux marques du luxe, et 35 % de la SARL Uniproduct à laquelle elle a cédé son activité de production photographique professionnelle.

1.5. Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MEDIAGERANCE s'est élevé à 22,3 millions d'euros en 2006, en progression par rapport à l'exercice 2005 de + 2 %.

Le résultat net consolidé pour l'exercice 2006 s'élève à 421 K€ contre 392 K€ au titre de 2005.

La première garantit la poursuite d'une collaboration active avec 500 grands comptes dans un contexte de rentabilité en continue augmentation, grâce à un positionnement visant à remonter vers des prestations à forte valeur ajoutée, en se spécialisant sur des dispositifs de communication intégrant des étapes de conseil, création et réalisation.

La seconde repose sur la signature de contrats pluriannuels intégrant la mise à disposition de plates-formes web collaboratives et la fourniture de services associés.

1.6. Utilisation des instruments financiers

Groupe MEDIAGERANCE n'utilise pas d'instruments financiers pouvant présenter un caractère de risque qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes ou profits.

Le Groupe n'est pas exposé aux risques sur titres de capital (actions, OPCVM, dérivés...).

Le modèle économique proposé garantit à Groupe MEDIAGERANCE des revenus multiples :

- revenus récurrents via l'abonnement à la plate-forme web et les mises à jour applicatives,
- abonnement à des services partagés : hébergement, webmastering, encodage...
- Fees à la demande, au clic.

1.7. Perspectives 2006-2007

La stratégie de développement de Groupe MEDIAGERANCE repose sur la complémentarité et la synergie entre les activités de Communication opérationnelle et de Média Management.

L'objectif de Groupe MEDIAGERANCE en 2007 est donc de s'appuyer sur ces deux branches d'activité aux modèles économiques complémentaires et aux réelles synergies commerciales pour accélérer la croissance de son chiffre d'affaires tout en poursuivant l'augmentation de sa rentabilité.

1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

2. Présentation des comptes sociaux de la SA GROUPE MEDIAGERANCE

Les comptes sociaux annuels propres de la société « Groupe MEDIAGERANCE » de l'exercice clos le 31 décembre 2006 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Il n'y a eu aucun changement de méthode dans l'exercice.

2.1. Méthodes d'évaluation

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

1. Les titres de la SAS MEDIAGERANCE ont été évalués en tenant compte de ses propres capitaux propres et de ceux de la sous-filiale FRANKLIN PARTNERS SAS détenue à 100 % par la SAS MEDIAGERANCE.

Ces capitaux propres ont été retraités :

- d'une valeur de fonds de commerce égale à six mois de marge brute ;
- de la valeur réelle des titres « Groupe MEDIAGERANCE » détenus par la SAS FRANKLIN PARTNERS.

Au 31 décembre 2006, la valeur vénale des titres MEDIAGERANCE SAS est 13 948 K€. Compte tenu de la dépréciation existante au 31 décembre 2005, une reprise de 322 K€ a été comptabilisée.

2. Les titres « MEDIAGERANCE Audio », « LABO 4 », « FP Belgique », sont évalués en fonction de la situation nette des filiales respectives.

2.2. Présentation des comptes sociaux

Le chiffre d'affaires au cours de l'exercice s'est élevé à 2 704 K€ contre 2 543 K€ pour l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est constitué principalement des facturations de management fees aux filiales et des refacturations des rémunérations des directeurs de chacune des filiales.

La progression du montant des prestations qui constituent ainsi notre chiffre d'affaires est la conséquence de la progression de l'activité des filiales ainsi que la facturation, suite à la réduction du périmètre d'activité du Groupe, liée au temps plus important passé en 2006 par les deux coprésidents pour accélérer le positionnement marketing et commercial des filiales.

Le résultat d'exploitation s'est traduit par un résultat d'exploitation de 176,9 K€ en 2006 contre un résultat de 12,5 K€ pour l'exercice précédent.

Les produits financiers des participations se sont élevés à 20,8 K€ contre 37,4 K€ pour l'exercice précédent.

La reprise sur dépréciation et transfert de charges est passée de 1 670 K€ à 361 K€, en raison de :

- Reprise de dépréciation de 322 K€ sur les titres de MEDIAGERANCE SAS compte tenu du retraitement des capitaux propres et de ceux de la sous-filiale FP détenue à 100 %, par ajustement de la valeur comptable des fonds de commerce avec la valeur d'utilité de ceux-ci.
- Reprise de dépréciation de 39 K€ sur les titres de Place du Marché évalués en fonction de sa situation nette.

La dotation financière aux amortissements et provisions s'est élevée à 13,4 K€ contre 15,8 K€.

Le résultat financier se traduit par une perte de 97,9 K€ contre un gain de 1 259 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat courant s'élève à 79 K€ contre un gain de 1 271 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel se traduit par une perte de 333 € contre un résultat de 81 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat net comptable se traduit par un bénéfice de 429 K€ contre un résultat de 1 485 K€ pour l'exercice précédent.

Nous vous rappelons que le Groupe a opté pour l'intégration fiscale.

2.3. Situation d'endettement

Au 31 décembre 2006, le niveau d'endettement est le suivant :

	Moins d'un an	1 à 5 ans
Emprunts bancaires	210 K€	161 K€
Découverts bancaires	5 K€	néant
Comptes courants Groupe	9 192 K€	néant

La dette bancaire de la Société se situe à 376 K€ au 31/12/2006 contre 649 K€ en 2005. Le montant des emprunts remboursés dans l'exercice s'élève à 201 K€.

2.4. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2006 s'élevant à 428 802,95 € de la façon suivante :

- 5 % à la réserve légale 21 440,15 €
- à la distribution d'un dividende 194 662,75 €
- le solde aux autres réserves 212 700,05 €

Le dividende revenant à chaque action (hors action d'autocontrôle) est ainsi fixé à 0,05 €. Ce dividende est éligible pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au deuxième de l'article 158-3 du Code général des impôts (40 %).

Le dividende sera mis en paiement avant le 30 septembre 2007.

Compte tenu de ce résultat, les capitaux propres après distribution envisagée de la Société s'élèveront à 7 009 455 €.

2.5. Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons les distributions de dividendes intervenues au cours des trois derniers exercices :

1. Les sommes distribuées après le 1^{er} janvier 2005 éligibles ou non à l'abattement se sont élevées à :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
Exercice 31/12/2005	194 662,75 €	néant	
Exercice 31/12/2004	néant	néant	

2. Les sommes distribuées à titre de dividendes avant le 1^{er} janvier 2005 et bénéficiant de l'avoir fiscal se sont élevées à :

Exercices	Dividendes	Avoir fiscal	Revenus réels
Exercice 31/12/2003	Néant	Néant	Néant

2.6. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal pour un montant de 5 566 € qui auraient généré un impôt s'élevant à 1 855,33 €.



1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

3. Filiales et participations

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

3.1. Prises de participation

Au cours de l'exercice écoulé, notre Société a pris une nouvelle participation de 35 % dans la SARL UNIPROD au travers de sa filiale PLACE DU MARCHE.

3.2. Prises de contrôle

Au cours de l'exercice écoulé, la nouvelle filiale MEDIAGERANCE ASIA a été créée via MEDIAGERANCE SAS qui la détient à 100 %.

3.3. Cessions de participations

Au cours de l'exercice écoulé, notre Société a cédé la société B com Brun via MEDIAGERANCE SAS.

3.4. Sociétés contrôlées

Activité des filiales

Filiales (en €)	%	CA 2005	CA 2006
SAS MEDIAGERANCE	100 %	14 336 098	14 518 534
SA PLACE DU MARCHE	99,79 %	6 416 476	6 052 675
SAS FRANKLIN PARTNERS	100 %	3 355 167	3 519 088
SARL MDG AUDIOVISUEL	99,80 %	448 099	297 109
SA FRANKLIN PARTNERS BELGIUM	100 %	357 876	433 751
GIE L'ARBRE	33,33 %	64 008	911 100
MEDIAGERANCE ASIA	100 %		67 760

L'évolution de l'activité commerciale en 2006 se situe à + 2 % avec un chiffre d'affaires total de 22 349 K€, hors refacturations internes.

RNC (en €)	%	RNC 2005	RNC 2006
SAS MEDIAGERANCE	100 %	411 069	418 221
SA PLACE DU MARCHE	99,79 %	131 750	39 083
SAS FRANKLIN PARTNERS	100 %	278 333	223 261
SARL MDG AUDIOVISUEL	99,80 %	4 058	839
SA FRANKLIN PARTNERS BELGIUM	100 %	- 14 997	- 7 867
GIE L'ARBRE	33,33 %	- 104 512	- 138 070
MEDIAGERANCE ASIA	100 %		- 37 650

L'ensemble des sociétés extériorise une stabilité de leur résultat net, à l'exception de Place du Marché qui a vu la part de son chiffre d'affaires lié à la production baisser de l'ordre de 30 % en 2006, baisse qui a affecté la rentabilité de la société.

4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

5. Facteurs de risque

5.1. Risques particuliers liés à l'activité

Risques liés à la conjoncture économique

Le Groupe MEDIAGERANCE comme toute société de services aux entreprises est soumis à la conjoncture économique, notamment dans les secteurs de la communication et du marketing opérationnel.

Risques clients

Compte tenu de la nature et de la diversité de la clientèle du Groupe MEDIAGERANCE, composée essentiellement de grands comptes, le risque d'impayés est globalement faible, de l'ordre de moins de 1 % du chiffre d'affaires.

Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clefs

Le Groupe MEDIAGERANCE, comme toute société de services, est dépendant en partie de ses principaux dirigeants et principaux cadres. Cette dépendance est cependant atténuée par le mode opératoire en équipe de multi-compétences. Le Groupe a mis en place un plan d'options de souscription d'actions dédié à l'ensemble du personnel et renforcé les liens avec les principaux cadres via un contrat d'intéressement incitatif.

Difficulté à gérer la croissance et les acquisitions

Le Groupe MEDIAGERANCE a pour objectif de développer son activité par croissance organique et externe ciblée. Cette stratégie génère naturellement des risques liés d'une part à la maîtrise de cette croissance (intégration du personnel recruté, organisation administrative, commerciale et production), d'autre part aux conséquences des acquisitions d'entreprise (intégration de métiers différents, de cultures d'entreprises différentes). Aucune opération de croissance externe n'est intervenue en 2006.

Risques juridiques

La Société n'est pas exposée à des risques juridiques particuliers encourus par son activité. Cependant, comme dans toute activité industrielle et commerciale, des risques de litiges avec les clients, les fournisseurs et le personnel existent.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence négative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe. Les litiges en cours sont dûment provisionnés et le détail des provisions figure en annexe aux comptes consolidés.

A ce jour, deux procédures judiciaires ont été initiées par Groupe MEDIAGERANCE à l'encontre de sociétés tierces. En l'état actuel des dossiers, l'évaluation possible des risques relatifs à ces dossiers a été dûment provisionnée dans les comptes 2006.

5.2. Risques de marché

Risques de liquidités

Il n'existe pas de risques de liquidité particuliers.

Risques de taux

Au 31 décembre 2006, il n'existe pas de risques sur les taux.

Risques de change

La part des facturations du Groupe hors de la zone euro est très faible. Par ailleurs, la plupart des filiales non européennes de nos principaux clients acceptent de payer en euros. En conséquence, le Groupe n'a pas mis en place de couverture de son risque de change en 2006.

Risques sur titres de capital

Groupe MEDIAGERANCE n'utilise pas d'instruments financiers pouvant présenter un caractère de risque qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes ou profits. Le Groupe n'est pas exposé aux risques sur titres de capital (actions, OPCVM, dérivés...).

La Société ne détient pas de titres en auto-contrôle au 31 décembre 2006.

La sous-filiale Franklin Partners détient 192 808 actions de la SA Groupe MEDIAGERANCE, soit 4,95 % du capital.

Risques industriels et liés à l'environnement

Les activités tertiaires de Groupe MEDIAGERANCE ne présentent pas de risques particuliers de cette nature.

1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

6. Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al.4 du Code de commerce, nous vous donnons ci-après les informations relatives à la prise en compte des conséquences sociales et environnementales de notre activité.

6.1. Informations sociales

1) Effectif

L'effectif permanent au 31 décembre 2006 est composé de 170 personnes réparties comme suit :

- 1 CDD + 169 CDI
- 122 cadres + 48 Etam = 170

Evolution des postes permanents (hors CDD) en 2006 :

- Embauches = 29 dont 5 personnes lors de la création de MEDIAGERANCE Asia (Singapour).

La structure du marché du travail en 2006 n'a pas posé de problèmes particuliers pour la recherche de candidats aux postes à fournir. L'effectif moyen en 2006 s'est situé à 202 personnes.

- Départs = 61, dont :
 - 17 démissions,
 - 12 licenciements pour motif personnel,
 - 5 licenciements individuels pour motif économique en l'absence de possibilités de reclassement au sein du Groupe,
 - 2 ruptures de période d'essai,
 - 23 personnes transférées sur la société Uniproduct à l'occasion de l'externalisation de l'activité de fabrication photographique réalisée le 1^{er} septembre 2006,
 - 2 départs à la retraite.

2) Organisation du temps de travail

L'ensemble du Groupe est régi par des accords collectifs de réduction du temps de travail. Le principe général retenu a été celui d'une durée hebdomadaire de 37 heures compensées par des jours de RTT.

Deux accords collectifs sont en vigueur au sein du Groupe :

- MEDIAGERANCE
- PLACE DU MARCHÉ

En 2006, le temps de travail totalisé par des emplois à temps partiel a représenté 6 511 heures.

Les heures supplémentaires ont représenté un montant global de 2 656 heures de travail.

3) Rémunérations et évolution

Il n'y a pas eu de revalorisation globale des rémunérations en 2006.

Des évolutions individuelles ont pu avoir lieu sur les différentes structures.

A compétence égale, la politique salariale du Groupe attache une réelle importance à faire respecter une égalité professionnelle entre hommes et femmes.

Le poste des salaires et traitements représente en 2006 un montant global de 7 288 K€, soit 32,6 % du chiffre d'affaires de 22 349 K€.

Les charges sociales se montent à 3 368 K€ dont – 69 K€ de reprise de provision pour indemnité de fin de carrière.

4) Relations professionnelles et bilan des accords collectifs

Les différentes sociétés du Groupe MEDIAGERANCE appliquent les accords de branche et les conventions collectives du Syntec et de la photographie.

5) Conditions d'hygiène et de sécurité

Les actions de contrôle des conditions d'hygiène et de sécurité sont assurées par les CE et/ou les CHSCT des différentes sociétés du Groupe.

6) Formation

Budget engagé en 2006 : 48 K€ ;
Dont : 4 jours de formation intra
117 jours de formation inter.

Dans le cadre de la réglementation relative au droit individuel à la formation (DIF), un crédit annuel de 20 heures de formation a été pris en compte en 2006.

Ce crédit de temps de formation pourra s'intégrer dans le cadre d'un plan de formation interne visant à accompagner la forte évolution des technologies ou utilisé individuellement pour les personnes qui ne seraient pas associées aux prochaines actions de formation.

Au titre de l'exercice 2006, le crédit global d'heures de formation au titre du DIF s'élève à 7 109 heures.

7) Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Il n'y a pas d'action spécifique engagée globalement au sein du Groupe pour les travailleurs handicapés. Chaque société agit d'une manière autonome en fonction des opportunités locales.

8) Œuvres sociales

Le budget 2006 des œuvres sociales représente un montant de 12 K€. La gestion de ce budget est déléguée aux différents CE.

9) Sous-traitance

Dans son objectif de variabiliser ses charges d'exploitation et notamment sa masse salariale, le Groupe MEDIAGERANCE fait appel :

- à des partenaires extérieurs porteurs d'une forte expertise sectorielle pour développer une offre à forte valeur ajoutée,
- à des intérimaires ou des free-lances pour faire face à des

1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

charges de travail ponctuelles tout en conservant une souplesse d'organisation,
- à des accords visant à mutualiser des compétences entre plusieurs sociétés sous forme d'accords de sous-traitance ou de mise en commun de moyens du type GIE.

10) Plan de réduction des effectifs

Il n'existe pas de projet d'un plan visant à réduire les effectifs.

11) Absentéisme

En 2006, l'absentéisme représente un montant global de 6 838 heures de travail.

12) Intéressement, participation et plan d'épargne salariale

Il existe un plan d'intéressement pour les personnes clés du Groupe MEDIAGERANCE dont l'objectif premier est de transcender les intérêts particuliers des filiales pour tendre à développer les synergies intragroupe grâce à un mécanisme d'intéressement privilégiant la performance globale du Groupe.

En 2006, les résultats générés par les différentes filiales, à titre individuel ou dans le cadre de l'UES à laquelle elles appartiennent, ont donné lieu au versement d'une participation

pour un montant global de 55 K€. La mécanique de participation retenue au sein du Groupe est fondée sur la stricte application de la législation en vigueur.

Il existe un plan d'épargne salariale au sein du Groupe. Au titre de 2006, aucune somme n'a été versée sur ce plan.

6.2. Informations environnementales

Ce chapitre recouvre les points suivants :

- 1) Energie et matières premières
- 2) Impact sur l'environnement
- 3) Démarches d'évaluation ou de certification en cours
- 4) Mesures prises pour limiter les nuisances
- 5) Dépenses engagées
- 6) Organisation interne spécifique
- 7) Provisions et garanties pour risques
- 8) Indemnités versées
- 9) Objectifs fixés aux filiales étrangères

Etant donné la nature des prestations de services proposées par le Groupe, ses activités représentent peu d'impact direct sur l'environnement et à ce titre pas de nuisances spécifiques.

7. Informations relatives au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

	Au 31/03/2006				Au 31/03/2007			
	Nombre d'actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
DELPHES + FRANCK JACLIN	1 724 118	44,28	3 074 902	53,70	1 670 785	42,91	3 021 569	52,77
Jean-Bernard TAILHEURET	667 238	17,14	1 289 976	22,53	720 571	18,51	1 343 309	23,46
GEMMES VENTURE	240 067	6,17	265 067	4,63	240 067	6,17	265 067	4,63
FRANKLIN PARTNERS	192 808	4,95	0	0	192 808	4,95	0	0
Crédit Agricole Private Equity Public	195 000	5,01	195 000	3,41	195 000	5,01	195 000	3,41
	874 024	22,45	901 125	15,73	874 024	22,45	901 125	15,73
TOTAL CAPITAL	3 893 255	100,00	5 726 070	100,00	3 893 255	100,00	5 726 070	100,00

Il est ici rappelé qu'une action de concert est déclarée entre la SA DELPHES et Monsieur Jean-Bernard TAILHEURET.

1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

8. Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous précisons qu'au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2006, le personnel salarié ne détenait aucune participation au capital dans le cadre d'un dispositif d'épargne salariale.

Les obligations relatives aux augmentations de capital réservées aux salariés, à effectuer en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, en raison de la délégation de compétence accordée au Conseil d'Administration sur ce sujet aux termes de l'Assemblée Générale ordinaire du 24 juin 2005, ont été remplies par le Conseil d'Administration.

9. Plan d'option

Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, nous vous rendons compte des conditions des plans d'option de souscription ou d'achat d'actions consentis ainsi que de leur exécution au titre de l'exercice écoulé dans un rapport spécial (cf. annexe p. 19).

10. Informations concernant les mandataires sociaux

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la société.

M. Jean-Bernard TAILHEURET

- Président-Directeur Général du Groupe MEDIAGERANCE
- Président de la SAS PLACE DU MARCHÉ, 8, place du Marché - 92200 Neuilly-sur-Seine
- Gérant de JBT Sarl, 11, bis rue Elzévir - 75003 Paris
- Président du GIE L'Arbre, 8, Place du marché – 92000 Neuilly.

M. Franck JACLIN

- Représentant permanent de la SA DELPHES au sein du Conseil d'Administration du Groupe MEDIAGERANCE
- Président-Directeur Général de la SA DELPHES, 18, av. Georges V, 75008 Paris
- Président de la SAS MEDIAGERANCE, 125, rue de Saussure - 75017 Paris
- Représentant de MEDIAGERANCE SAS au sein de MEDIAGERANCE ASIA
- Gérant de la SARL MDG AUDIOVISUEL, 125, rue de Saussure - 75017 Paris.

M. Jean-Philippe GALLANT

- Administrateur indépendant du Groupe MEDIAGERANCE
- Président-Directeur Général de la SAS SOCIETE IMMOBILIERE DE LA RUE D'ALGER, 230, rue d'Alger - 59100 Roubaix
- Administrateur de GENERIX SA, à Villeneuve-d'Ascq
- Gérant de la SARL SOCIETE FINANCIERE DE LA RUE D'ALGER, 230, rue d'Alger - 59100 Roubaix
- Administrateur de la SA FINANCIERE BOSCARY, 390, rue Saint-Honoré - 75001 Paris.

11. Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social.

Rémunération de M. Jean-Bernard TAILHEURET

Monsieur Jean-Bernard TAILHEURET, Président-Directeur Général, qui est rémunéré uniquement par la Société Groupe MEDIAGERANCE, a perçu une rémunération brute fixe qui s'est élevée pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 à 126 209 €.

Aucune rémunération variable n'est prévue dans les conditions de rémunération.

Ce montant intègre un avantage en nature, consistant en l'utilisation d'un véhicule appartenant à la Société qui est valorisé à 322 € par mois.

Par ailleurs, la Société n'a pris aucun engagement particulier au bénéfice de Monsieur Jean-Bernard TAILHEURET susceptible d'être dû à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Rémunération de M. Franck JACLIN

Monsieur Franck JACLIN est propriétaire d'un certain nombre d'actions du Groupe MEDIAGERANCE au travers d'une société holding dénommée DELPHES.

Monsieur Franck JACLIN, administrateur, coprésident, qui ne perçoit aucune rémunération directe de la société Groupe MEDIAGERANCE ni de ses filiales, est rémunéré par la société DELPHES.

Cette dernière facture à ce titre au Groupe MEDIAGERANCE des management fees, sur la même base que la rémunération brute de M. Jean-Bernard TAILHEURET.

Rémunération de M. Jean-Philippe GALLANT

Monsieur Jean Philippe GALAND, administrateur indépendant a perçu des jetons de présence pour une somme de 10 000 euros.

12. Contrôle des Commissaires aux Comptes

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de vos Commissaires aux Comptes.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, sont significatives pour les parties ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux Comptes.

13. Situation des mandats des administrateurs

Nous vous précisons qu'aucun mandat d'administrateur n'est arrivé à expiration. Les mandats des Commissaires aux Comptes arrivent à expiration au 31 décembre 2006.

14. Situation des mandats des Commissaires aux Comptes

Le mandat de la société CONSTANTIN Associés, Commissaire aux Comptes titulaire arrivant à expiration lors de la présente Assemblée, nous vous proposons de renouveler son mandat et ce pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2012.

Le mandat de Monsieur Laurent LEVESQUE, Commissaire aux Comptes suppléant arrivant à expiration lors de la présente Assemblée, nous vous proposons de nommer en remplacement Monsieur Michel BONHOMME demeurant 114, rue Marius AUFAN à 92300 LEVALLOIS-PERRET et ce pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2012.

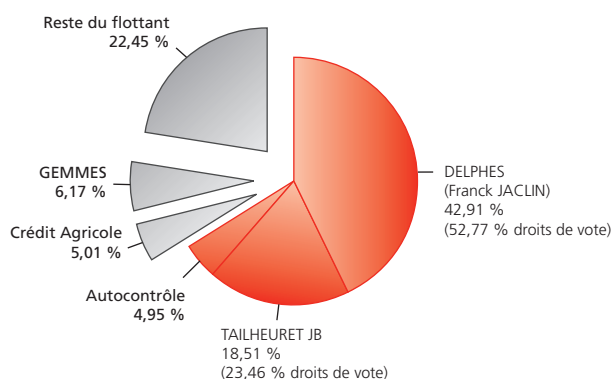
Le mandat de la société AUDIT DEVELOPPEMENT CONSEILS, Commissaire aux Comptes titulaire arrivant à expiration lors de la présente Assemblée, nous vous proposons de nommer en remplacement la société A.N.G. SAS dont le siège est 4, Place Denfert Rochereau à 75014 PARIS et ce pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2012.

Le mandat de Madame Sylvianne BACQUE-MITTELETTE, Commissaire aux Comptes suppléant, arrivant à expiration lors de la présente Assemblée, nous vous proposons de nommer en remplacement la Société COMPTABILITE ASSISTANCE CONSEIL 98, rue Gabriel Péri à 93200 SAINT-DENIS et ce pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2012.

15. Informations sur les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Structure du capital social au 31 mars 2007

Action de concert déclarée entre la SA DELPHES, Monsieur Franck JACLIN et Monsieur Jean-Bernard TAILHEURET : 61,42 % des actions et 76,23 % des droits de vote.



Restrictions statutaires aux transferts d'actions

L'article 12 des statuts précise que les cessions et transmissions sont libres et ne sont soumises à aucune restriction.

Droit de vote

Les statuts ne prévoient aucune restriction au droit de vote.

Droit de vote double

L'article 28 des statuts institue un droit de vote au profit de toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Aucune clause de conventions prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition des actions telles que prévues à l'article L. 233-11 du Code de commerce n'a été portée à la connaissance de la Société.

Participations au capital de la Société

Toutes les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont la Société a connaissance sont relatées dans le tableau portant sur les informations relatives au capital social – paragraphe 4 – du présent document.

Il est précisé également qu'aucun actionnaire ne détient de titres comportant de droits de contrôles spéciaux, aucun mécanisme de contrôle n'est prévu dans un quelconque système d'actionariat du personnel. Aucun pacte d'action-



1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

naires n'a été porté à la connaissance de la Société. Aucune règle particulière n'est applicable en dehors de celles prévues par la loi pour la nomination ou le remplacement des membres du Conseil d'Administration, ainsi que pour la modification des statuts.

Les pouvoirs du Conseil d'Administration pour l'émission et le rachat d'actions sont ceux qui lui ont été délégués par l'Assemblée Générale.

Aucune indemnité n'est prévue au profit des mandataires sociaux en cas de démission, licenciement ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

Ces informations sont communiquées aux actionnaires pour satisfaire aux obligations d'informations relatives aux mesures pouvant avoir une incidence en cas d'offre publique.

16. Etat récapitulatif des opérations réalisées par les personnes responsables

Au cours de l'exercice écoulé, les opérations suivantes sont intervenues :

- La SA DELPHES a acquis 373 334 actions de la Société et revendu 53 333 actions.
- Monsieur Jean-Bernard TAILHEURET a acquis 53 333 actions.

17. Autorisation d'opérer en bourse sur ses propres actions

Nous vous rappelons l'autorisation donnée au Conseil d'Administration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 30 juin 2006, en conformité avec les articles 225-229 et suivants du Code de commerce, d'acquérir sur le marché ou hors marché et par tous moyens des actions de la Société.

Cette autorisation a été donnée pour une durée maximale de dix-huit mois et nous pensons qu'il serait préférable de la renouveler au cours de l'Assemblée qui va se tenir afin de ne pas devoir convoquer une nouvelle Assemblée dans six mois.

Nous vous proposons de renouveler cette autorisation selon les termes et modalités de l'autorisation précédente, mais en tenant compte de la réduction du capital intervenue le 30 juin 2006 et sans modifier le prix maximum d'achat fixé à 5,50 €.

Nous vous précisons que cette autorisation pourrait être accordée jusqu'à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2008 pour approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et au plus tard le 30 novembre 2008.

18. Informations à donner concernant l'utilisation des programmes de rachat d'actions

Au 31 décembre 2006, le Groupe MEDIAGERANCE ne détient aucun de ses propres titres dans le cadre d'un programme de rachat d'actions.

19. Usage par le Conseil d'Administration des délégations accordées par l'Assemblée Générale

Un tableau est annexé p18.

20. Activité en matière de recherche et de développement

Aucune activité en matière de recherche et de développement n'est développée tant au niveau de la Société que du Groupe.

Le Conseil d'Administration

21. Résultats (et autres éléments caractéristiques) de la Société au cours des cinq derniers exercices (Articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a. Capital social	5 484 963	12 203 363	12 203 363	12 203 363	12 203 363
b. Nombre des actions ordinaires existantes	3 893 255	3 893 255	3 893 255	3 982 556	3 982 556
c. Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
d. Nombre maximal d'actions futures à créer - par conversion d'obligations - par exercice de droits de souscription					
II. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
a. Chiffres d'affaires hors taxes	2 704 722	2 543 617	2 182 790	1 902 411	2 731 742
b. Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 268 985	- 363 202	- 7 430 790	- 2 026 912	- 475 738
c. Impôt sur les bénéfices	- 350 124	- 132 727	- 249 596	- 150 945	- 44 868
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
e. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	428 803	1 485 014	- 708 768	- 9 437 102	- 2 103 413
f. Résultat distribué	-	-	-	-	-
III. RESULTATS PAR ACTION					
a. Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,02	0,36	- 1,84	- 0,47	- 0,11
b. Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,11	0,38	- 0,18	- 2,42	- 0,54
c. Dividende attribué à chaque action	0,05	0,05	0	0	0
IV. PERSONNEL					
a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	14	15	16	17	16
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	1 302 064	1 354 156	1 228 665	1 108 817	1 648 526
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	551 045	517 930	520 495	477 397	608 061

1) Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Annexes au rapport de gestion

État des délégations de compétence et de pouvoirs au 31 décembre 2006

Délégation	En cours de validité	Durée	Plafond	Utilisation
1) Compétence				
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	AGO-E du 24 juin 2005 10 ^e résolution	26 mois	12 203 363 €	Néant
Augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription	AGO-E du 24 juin 2005 11 ^e résolution	26 mois	12 203 363 €	Néant
Augmentation du capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes	AGO-E du 24 juin 2005 13 ^e résolution	26 mois	12 203 363 €	Néant
Augmentation de capital réservée aux salariés et mandataires sociaux adhérents de plans d'épargne	AGO-E du 24 juin 2005 14 ^e résolution	26 mois	366 100 €	Néant
2) Pouvoirs				
Emission d'options d'achat et/ou de souscription d'actions au profit de membres du personnel ou de mandataires sociaux	AGO-E du 24 juin 2005 15 ^e résolution	38 mois	10 % du capital	Néant
Attribution d'actions gratuites au profit de membres du personnel	AGO-E du 24 juin 2005 16 ^e résolution	38 mois	2 % du capital	Néant

Rapport spécial à l'Assemblée Générale annuelle du 22 juin 2007 sur les options de souscription et d'achat d'actions

(Article L. 225-184 du Code de Commerce)

Chers Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'Article L. 225-184 du Code de Commerce, nous vous communiquons, aux termes du présent rapport, les informations relatives aux opérations d'options de souscription et/ou achat d'actions réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

1) Conditions des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions consenties et modalités de leur exécution au titre de l'exercice écoulé.

Il existe deux plans :

1/ Plan d'option de souscription du 24 juillet 2001

Nombre d'options initial	Prix de souscription	Prix d'attribution	Durée	Nombre d'options disponibles	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options non attribuées
55 900		5,83	7 ans	5 712	58	50 188

Nombre d'options exercées	à exercer	Augmentation réalisée Capital	Prime	Augmentation potentielle en euros Capital	Prime
5 712				8 047	25 254

Date du conseil	24/07/2001
Date AG déléguant au conseil	31/03/1999
Effet dilutif sur le capital	0,15 %

2/ Plan d'option de souscription du 1^{er} décembre 1999

Ce plan est venu à expiration. Aucune option n'a été levée. Aucune option n'a été consentie en 2006.

2) Informations concernant les options consenties aux mandataires sociaux

Aucune option n'a été consentie aux mandataires sociaux.

3) Informations concernant les dix salariés ayant reçu le plus d'option

Nous vous communiquons ci-après les informations individuelles et nominatives concernant les dix salariés de la société, non mandataires sociaux, dont le nombre d'options de souscriptions consenties est le plus élevé.

En ce qui concerne le plan du 24 juillet 2001

Plan	Nom	Société	Nombre d'options
	CAZAUX	Groupe Mediagérance	750
	BACHELET	Groupe Mediagérance	750
	DAVID	Place du Marché	375
	BARBIER	Mediagérance	300
	ROHOU	Groupe Mediagérance	150
	LABAUME	Place du Marché	125
	ROUX	Mediagérance	125
	DAMERY	Mediagérance	125
	TARI	Mediagérance	125
	LE FAUCHEUR	Place du Marché	125
			2 950

Aucune option n'a été consentie au cours de l'exercice écoulé dans le plan. Aucune option n'a été levée au cours de l'exercice écoulé dans le plan.

Suivi des Plans

Monsieur Olivier MARTIN qui possédait 150 options a fait l'objet d'une procédure de licenciement en décembre 2006.

La liste a été complétée par Monsieur LE FAUCHEUR de la Société Place du Marché qui possède 125 options.